

## **Après Chypre, le Luxembourg montré du doigt pour son secteur financier**

Connu pour sa fiscalité avantageuse et son secret bancaire, le Luxembourg, dont le secteur financier assure un tiers du PIB et des recettes fiscales, est montré du doigt alors que l'hypertrophie des banques chypriotes a plombé le pays qui vient d'être sauvé in extremis de la faillite.

Le modèle économique du Grand-duché est régulièrement mis en cause, avec lui aussi la taille démesurée des dépôts des particuliers et des entreprises. Le ratio est supérieur à 500 % du PIB, bien plus important encore qu'à Chypre.

« *Le secteur financier est surdimensionné par rapport au reste de l'économie* », reconnaît auprès de l'AFP un haut responsable luxembourgeois sous couvert d'anonymat.

Le député allemand Joachim Poss, vice-président du groupe parlementaire du SPD au Bundestag, vient de pointer « *les risques et les dangers des pays de la zone euro dont le modèle économique est basé sur un secteur financier surdimensionné* ». Pour lui, la crise chypriote « *devrait faire prendre conscience qu'on ne gonfle pas le secteur financier artificiellement, entre autre à travers un dumping fiscal* ».

Mais si, à l'instar de l'île méditerranéenne, l'économie de ce petit pays niché au coeur de l'Europe est trop dépendante de son industrie financière, la comparaison s'arrête là pour beaucoup de responsables européens.

« *Ce n'est pas à Luxembourg que s'est posé le problème, mais en Irlande avec certaines banques, en Espagne, au Portugal* », a souligné le commissaire européen en charge des Services financiers, Michel Barnier.

Le Grand-duché, un des six fondateurs de l'UE, bénéficie de la meilleure notation possible de sa dette auprès des agences spécialisées, soit triple A. Sa dette tourne en effet autour de 20 %, de très loin la plus basse de la zone euro, et son déficit public est largement sous la barre des 3 % imposés par Bruxelles.

Le Luxembourg et Chypre présentent certes « *des similitudes, la taille du secteur financier par rapport au PIB* », a reconnu le ministre des Finances, Luc Frieden. Mais il a souligné aussitôt les différences, avec selon lui une « *grande diversification* » tant en terme d'origine géographique que de type de clientèle avec les fonds d'investissement et la gestion de fortune.

Toutefois, l'évolution du secteur financier du Luxembourg est « *ambiguë* », estime Gaston Reinesch, le nouveau président de la Banque centrale, qui juge « *inquiétante* » la baisse de 5 % du produit net bancaire entre 2011 et 2012.

Le modèle économique luxembourgeois est d'autant plus fragile que son fonds de commerce s'est longtemps appuyé sur un secret bancaire absolu et une certaine banalisation de la fraude fiscale, punissable dans le pays uniquement lorsqu'elle porte sur des montants significatifs et qu'elle est répétitive.

Après Chypre, « *il faut se poser la question sur d'autres en Europe* », a estimé la semaine dernière Jacques Attali, le président de PlanNet Finance, en citant nommément « *le Luxembourg qui est un paradis fiscal* ».

Face à la pression de ses partenaires européens, le gouvernement s'est résolu depuis 2011 à lever le secret bancaire. Mais l'échange d'informations avec les autorités fiscales des autres pays se fait au cas par cas, pas de manière automatique comme le voudraient ses partenaires européens.

« *Je souhaite que les clients viennent à Luxembourg non pas pour échapper à la fiscalité (...) mais parce que les produits et les services sont plus internationaux* », dit M. Frieden.